

Pendant les Jeux olympiques, on a préparé la guerre

Le sport, les dictatures en raffolent. Pour le régime chinois, qui a organisé les Jeux olympiques d'hiver clos le 20 février dernier, c'était une occasion précieuse de redresser son image dégradée par la pandémie venue de Wuhan, la répression au Xinjiang, l'annexion de Hongkong et les préparatifs militaires d'une éventuelle invasion de Taïwan.

Alain BOUC, membre du comité de rédaction de *D&L*

L'engouement des dictatures pour le sport s'explique aisément : les sportifs sont jeunes, ils se sont entraînés pendant des années, ils découvrent un pays, ils fraternisent aisément avec des amis d'un jour dont ils ne parlent pas la langue et ce climat internationaliste plutôt joyeux ne se prête pas aux disputes politiques. La Charte olympique leur prescrit d'ailleurs de s'en abstenir⁽¹⁾.

Le résultat escompté fut obtenu. Aucune manifestation d'athlètes ou d'opposants n'est venue gâcher la fête. Cependant le soutien chinois apporté au régime russe, qui allait envahir l'Ukraine, a replacé ces Jeux dans un contexte de crise internationale, la plus grave en Europe depuis 1945. Comme pour noyer les angoisses, la cérémonie de clôture des Jeux s'est ouverte par des extraits de la Neuvième Symphonie de Beethoven : il fallait fraterniser dans l'esprit de *L'Hymne à la Joie*, sous le thème « un seul monde, une seule famille », alors même qu'aux confins de l'Eurasie, on préparait l'invasion du 24 février.

Le régime a traversé sans encombre cette

« Logistique générale, sécurité sanitaire, surveillance politique : les JO d'hiver ont montré à quel point d'avancement la Chine était parvenue en matière d'organisation, de maniement de l'intelligence artificielle et de maîtrise industrielle. »

période difficile, en concertation avec le Comité olympique international. Le CIO s'est montré très strict dans sa traditionnelle séparation du sport et de la politique⁽²⁾, ne tolérant aucune incartade, et acceptant de confiner le monde sportif dans une bulle à l'écart du monde réel. Le motif invoqué était plausible : il fallait éviter une contamination au contact d'étrangers porteurs éventuels du virus. Mais il y avait aussi des sous-entendus : le monde extérieur à la Chine n'avait pas su comme elle endiguer le fléau ; il était encore insinué que le virus avait son origine non à Wuhan mais aux Etats-Unis, ce désagréable adversaire dont les diplomates boycottaient les Jeux.

Contraintes sanitaires, contrôle politique

Logistique générale, sécurité sanitaire, surveillance politique : les JO d'hiver ont montré à quel point d'avancement la

Chine était parvenue en matière d'organisation, de maniement de l'intelligence artificielle et de maîtrise industrielle. La neige fut produite à 100 % par l'industrie, qui a transformé cent-quatre-vingt-cinq-millions de litres d'eau prélevés de cette zone à l'hydrologie déficitaire. Dans sa politique rigoureuse du zéro-Covid, l'administration est parvenue à imposer des conditions rigoureuses d'isolement pour les trois-mille athlètes, pour leurs accompagnateurs et pour la presse. La mise en quarantaine était automatique dès qu'un cas de contagion était signalé dans un quartier. Les contacts humains furent limités au maximum : dans le Village olympique, des centaines de robots maintenaient la distance avec le personnel, délivrant les colis, nettoyant les sols, désinfectant les chambres, et même distribuant de la nourriture.

Les contraintes sanitaires aidaient à prévenir les manifestations. Mais le plus efficace était d'empêcher la dissidence de s'exprimer. Comme lors de tout événement d'importance et comme pour les JO de 2008, les autorités ont recouru aux précautions habituelles : militants assignés à résidence ou placés en détention, fermeture des accès à l'Internet et aux réseaux sociaux pour les défenseurs des droits de l'Homme, menaces directes de poursuites adressées à des sportifs réfractaires ou aux dénigreur des épreuves olympiques. La disparition en novembre 2021 de Peng Shuai, la joueuse de tennis qui avait osé dénoncer pour viol un ancien vice-

(1) Si l'on était méchant, on citerait Coluche : « *Le temps que passent les sportifs à courir, ils ne le passent pas à se demander pourquoi ils courent.* »

(2) A vrai dire, l'apolitisme des Jeux invoqué par les officiels était à sens unique. Il n'était nullement interdit pour un porte-parole du Comité chinois d'affirmer l'appartenance de Taïwan à la Chine et d'assurer que tout ce qui se disait de la répression au Xinjiang n'était que mensonges. Le président du Comité olympique s'est contenté de rappeler « l'engagement sans équivoque de rester politiquement neutre, comme requis par la Charte olympique », déclaration qui ne gênait personne.



Comme pour les JO de 2008, les autorités chinoises ont en 2022 recouru à des précautions : militants assignés à résidence ou placés en détention, fermeture des accès à Internet et aux réseaux sociaux pour les défenseurs des droits de l'Homme, menaces directes de poursuites adressées à des sportifs réfractaires... Ci-dessus le Stade national de Pékin accueillant les cérémonies d'ouverture et de clôture.

Premier ministre, constituait déjà en soi une mise en garde.

Les Jeux se sont déroulés en circuit fermé, sur trois sites isolés de l'environnement urbain et placés sous stricte surveillance, sans contact avec la population. A l'intérieur de ces bulles, il fallait utiliser le logiciel « My 2022 », application fournissant des informations sur l'état de santé personnelle des athlètes et sur les déplacements entre les lieux de compétition. Il donnait accès à l'Internet international, à la différence de ce dont dispose le public chinois ; mais y étaient insérés plus de deux-mille mots-clés traduits en quatre langues, qui bloquaient la consultation des sujets politiques sensibles. L'application pouvait utiliser des informations personnelles sans le consentement du porteur, dès lors qu'il s'agissait de domaines touchant à la santé publique ou à la sécurité nationale. Notons enfin que deux autres éléments ont ajouté à cet isolement des Jeux : d'une part, le petit

nombre des spectateurs chinois choisis et l'éloignement de la foule par des barrières, empêchant la population d'accéder aux sites ; d'autre part, l'absence pour l'essentiel de spectateurs étrangers.

L'annonce d'un front eurasiatique

Il n'existe pas de Jeux olympiques dépourvus de signification politique. Mais il s'est passé à la veille de ces Jeux d'hiver un événement largement négligé, malgré son

importance extrême. On en a vu les effets dès avant la fin du mois de février.

Le principal personnage politique présent à Beijing fut le chef d'Etat russe, Vladimir Poutine. Le *Quotidien du peuple* du 2 février célébrait le niveau de relations, sans précédent, liant les deux pays : « *le plus haut degré de confiance mutuelle, le plus haut niveau de coordination et la plus haute valeur stratégique* ». La rencontre des deux chefs d'Etat a débouché le 4 février, juste avant la cérémonie d'ouverture, sur un document doctrinal

« Le principal personnage politique présent à Pékin était le chef d'Etat russe, Vladimir Poutine. Sa rencontre avec Xi Jinping a débouché le 4 février, juste avant la cérémonie d'ouverture des Jeux, sur un document doctrinal de seize pages qui mérite plus d'attention qu'il ne lui a été accordé : il s'agit de bâtir un "grand partenariat eurasiatique"... »

de seize pages qui mérite plus d'attention qu'il ne lui fut accordé.

Dans ce « Pacte », il s'agit de bâtir « *le grand partenariat eurasiatique, parallèlement et en coordination avec le projet Une zone, une route* » (traduit souvent par « Route de la soie »); « *l'amitié entre les deux pays ne connaît pas de limites* ». Face aux pays occidentaux et d'abord face aux États-Unis, Chine et Russie affirment leur volonté de constituer un front uni, fondé sur une coopération « *pour sauvegarder plus sûrement les intérêts des deux partis en matière de sécurité* ». Les deux pays revendiquent leur droit à une conception spécifique de la démocratie « *comme puissances mondiales disposant d'un riche héritage culturel et historique, avec de longues traditions de démocratie (sic), reposant sur des millénaires d'expérience de développement, un large soutien populaire et la prise en compte des besoins et des intérêts des citoyens* ».

Les deux autocraties peuvent en effet s'entendre sur leurs politiques impériales : la Chine a mis la main en deux ans sur Hongkong (7,5 millions d'habitants), en violation des accords signés, et annonce vouloir réintégrer Taïwan (23 millions); le 21 février, au lendemain de la clôture des Jeux, Moscou affirme l'indépendance des *oblasti* (régions) de Donetsk et de Louhansk (ensemble 6,6 millions d'habitants), y envoie ses troupes « *pour assurer la paix* »

« Poutine et Xi Jinping poursuivent deux rêves parallèles d'expansion impériale; l'un pense à l'Ukraine et au-delà, l'autre à Taïwan et au-delà. »

avant d'envahir plus largement l'Ukraine. Celle-ci, cœur culturel de la Russie dans les temps médiévaux – selon Vladimir Poutine – et création artificielle des Bolcheviques, a vocation, avec ses 44 millions d'habitants, à réintégrer la Russie.

« Deux rêves différents dans un même lit »

Moscou et Beijing ont maintenant des intérêts communs. Par ses achats et ses fournitures, par des transactions non libellées en dollars, la Chine limite les effets des sanctions qui frappent l'économie russe. Cette solidarité s'est affirmée avec Xi Jinping qui en est à sa trente-huitième rencontre avec Poutine depuis 2013. Leurs conceptions sont voisines : Poutine estime que l'effondrement de l'Union soviétique sous Gorbatchev fut une catastrophe; Xi Jinping a pour ligne directrice aujourd'hui d'épargner un semblable sort au régime chinois. Tous deux ont la phobie des

consultations démocratiques aléatoires et des valeurs universelles, et, pour prévenir la diffusion de ces dernières, comptent sur la censure, l'intimidation et la répression. Les deux parties s'étaient entendues avant l'ouverture des Jeux : Moscou attendrait leur clôture pour entrer en Ukraine. Le 24 février, peu après le début des combats, le ministère chinois des Affaires étrangères a refusé de parler d'invasion et soutenu l'allié russe, disant « *comprendre ses légitimes préoccupations de sécurité* ». Début mars, faisant fi des horreurs provoquées par les bombardements des villes assiégées, la Chine a continué d'appeler les parties « *au dialogue et à la retenue* ». Mais pour ce qui la concerne directement, sa position est claire : 1) Les forces occidentales n'ont pas à faire le gendarme en mer de Chine, car les îles lui appartiennent; 2) La Chine est le seul membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qui n'a pas encore achevé son unification, autre manière de légitimer un débarquement sur Taïwan, où elle n'a jamais exercé le moindre pouvoir. Poutine et Xi Jinping poursuivent deux rêves parallèles d'expansion impériale; l'un pense à l'Ukraine et au-delà, l'autre à Taïwan et au-delà. Un diction chinois appelle ça « Deux rêves différents dans un même lit ». Par-delà le conflit ukrainien, il serait prudent de garder en mémoire la sagesse ferroviaire : « Un train peut en cacher un autre. » ●

Le sport, le spectacle et la réalité

Trois fois médaillée olympique de ski acrobatique à 19 ans, Eileen Gu (Gu Ailing) parle franc. Aux États-Unis, elle se sent Américaine comme son père; en Chine, elle se sent Chinoise, comme sa mère. Elle ne veut pas choisir; elle donne des interviews aussi bien en chinois qu'en américain; elle envoie des messages sur le réseau social Instagram (un million-deux-cent-mille fidèles), interdit aux Chinois, mais aussi sur Weibo (cinq-millions de fidèles chinois), que le régime contrôle. Le public chinois veut bien compter les médailles des Chinois de l'extérieur, mais il faut qu'ils aient une citoyenneté à 100 %. Sur chaque podium, Gu Ailing avait à résoudre un embarrassant problème : comment entonner l'hymne chinois ? Si elle le chantait trop avec cœur, elle serait mal vue à son retour; si elle se taisait, les spectateurs chinois lui en garderaient rancune. Elle s'est donc limitée à marmonner les paroles; ce qui, sur place, a semblé insuffisant. De plus, avant de rentrer chez elle, l'Américaine a pu conclure un contrat de

deux-cents-millions de yuan (trente-deux-millions de dollars) pour de gigantesques panneaux d'affichage d'une fabrique de montres luxueuses. L'opinion chinoise s'est retournée : pour beaucoup, la vedette des Jeux n'est plus qu'une « *traîtresse* ». Par ailleurs, dans une période de récrimination générale sur le sort réservé aux Ouïgours du Xinjiang, les autorités avaient trouvé judicieux de désigner une Ouïgoure parmi les deux porteurs de flamme olympique de la cérémonie d'ouverture. N'était-ce pas la meilleure manière de prouver la vuidité de ces accusations de répression ? Dilnigar Ilhamjan déçut cependant, finissant dans le skiathlon du 5 février à la quarante-troisième place sur soixante-cinq; elle fut exclue de la compétition en relai du 12 février. Mais le Parti, en lui donnant son heure de gloire, avait fait accroire aux étrangers sa bienveillance envers une minorité qui conteste son hégémonie et qui l'irrite au plus haut point...

A. B.